

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

(12^e édition. – Décembre 2005)

ACCORD DU 5 DÉCEMBRE 2005

RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2006

(ÎLE-DE-FRANCE)

NOR : ASET0650051M

IDCC : 87

Entre :

L'union des industries de carrières et matériaux de construction de la région Ile-de-France (UNICEM Ile-de-France), agissant tant pour son propre compte que pour le compte de la fédération de l'industrie du béton, du syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées et de l'association syndicale professionnelle minéraux industriels France pour ce qui concerne exclusivement les producteurs de silice pour l'industrie,

D'une part, et

Le syndicat du bâtiment et des travaux publics d'Ile-de-France CFTC ;

La fédération générale Force ouvrière matériaux, céramique, thermique (FG-FO),

D'autre part,

se référant :

- à la convention collective nationale du 22 avril 1955, relative aux conditions de travail des ouvriers des industries de carrières et matériaux de construction ;
- à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6, qui prévoit l'établissement d'annexes régionales ;

– ainsi qu’à l’accord national du 23 janvier 1992 portant sur les salaires minima des ouvriers,
conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires minima garantis

Les salaires horaires minima garantis des ouvriers ne pourront être inférieurs aux montants suivants :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE au 1 ^{er} janvier 2006
OM	120	8,10
OS1	130	8,12
OS2	140	8,22
OS3	150	8,32
OQ1	160	8,42
OQ2	170	8,60
OQ3	185	8,85
OHQ	200	9,10
Chef d'équipe	225	9,50

Les salaires minima garantis n’ont aucune influence sur la prime d’ancienneté, qui reste calculée sur les salaires minima de qualification.

Le salaire mensuel minimum garanti est déterminé en multipliant le taux horaire tel que défini ci-dessus par l’horaire mensuel collectif appliqué par l’entreprise.

Article 2

Salaires minima de qualification

Les salaires minima de qualification servant de base au calcul de la prime d’ancienneté sont les suivants :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE au 1 ^{er} janvier 2006
OM	120	5,04
OS1	130	5,12
OS2	140	5,24

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE au 1 ^{er} janvier 2006
OS3	150	5,41
OQ1	160	5,59
OQ2	170	5,85
OQ3	185	6,37
OHQ	200	6,89
Chef d'équipe	225	7,75

Article 3

Conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, les salaires minima garantis déterminés à l'article 1^{er} ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minima :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles ;
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité et les primes de vacances ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 4

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises du fait du présent accord est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minima garantis fixés à l'article 1^{er}, et de calculer les primes d'ancienneté conformément aux bases fixées à l'article 2.

Article 5

Date d'effet

Le présent accord entre en vigueur au 1^{er} janvier 2006.

Par ailleurs, les parties conviennent de se revoir le mercredi 5 juillet 2006, à 14 h 30.

Article 6

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

Article 7

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements ci-après : Paris, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise et Yvelines.

Article 8

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle où il aura été déposé.

Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 9

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes.

Fait à Paris, le 5 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)